

Bonjour,

Une participation à la consultation Consultation publique n°2019-006 du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TEREGA a été soumise.

Veillez prendre connaissance des informations ci-après :

- Nom : LIEVYN
- Prénom : Florence
- Société : COENOVE
- Rue : 8 terrasse Bellini
- Code Postal : 92807
- Ville : Puteaux cedex
- Pays : France
- Adresse mail : florence.lievyn@coenove.fr
- Téléphone : 0687889113
- Fax : --
- Document : --
- Visibilité : La réponse pourra être publiée par la CRE
- Contribution : Bonjour,

notre association souhaite faire connaître son positionnement quant à la question 24 de la présente consultation : « Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ? »

Il nous semble que les mécanismes actuellement en vigueur, tant sur la réfaction nécessitant le paiement par le producteur de la part non prise en charge que les dispositions du décret 'droit à l'injection' introduisant le critère 'I/V' vont très directement dans le sens recherché de l'envoi d'un signal économique. A ce jour, nous ne voyons pas quel mécanisme complémentaire pourrait amener une plus value véritable et nous voyons un risque de rajouter de la complexité alors que la tendance sur le terrain nous semble bien être d'aller au raccordement le plus optimisé et donc le moins contraignant pour le réseau.

3 pistes nous semblent par contre d'intérêt à regarder :

- comme pour les extensions des réseaux de distribution, instaurer la réfaction de la totalité du montant sur le transport
- l'échelonnement du coût de raccordement et son paiement par le producteur sur toute la durée de son contrat d'achat
- la définition claire de règles de répartition des coûts dès lors que des ouvrages peuvent bénéficier à plusieurs producteurs alors même que les phases d'avancement de leur projet et donc de raccordement peuvent être différentes dans le temps.

Cordialement,

La Commission de Régulation de l'Energie